

Résumé analytique



Organisation
internationale
du Travail

ET
DANS LE

EMPLOI ET QUESTIONS SOCIALES DANS LE MONDE

TENDANCES
2018



La croissance économique mondiale a rebondi et devrait rester stable, mais faible

La croissance économique mondiale a augmenté en 2017, pour se situer à 3,6 pour cent, après avoir enregistré en 2016 son plus bas niveau en six ans, à 3,2 pour cent. La reprise a été généralisée, tirée par des embellies dans les pays en développement, émergents et développés. Il est probable que la croissance future restera inférieure à 4 pour cent, l'activité économique se normalisant dans la plupart des grandes économies, sans mesures de stimulation importantes et avec des investissements fixes demeurant à un niveau modéré.

Le chômage mondial reste élevé, avec plus de 190 millions de chômeurs

L'évolution récente du chômage mondial est également mitigée. Selon les nouvelles estimations du BIT, fondées sur des ensembles de données et des méthodologies améliorés, le taux de chômage mondial devrait baisser légèrement pour s'établir à 5,5 pour cent en 2018 (contre 5,6 pour cent en 2017), marquant ainsi un redressement après trois années de hausse. Toutefois, avec l'arrivée d'un nombre croissant de personnes sur le marché du travail, le nombre total de chômeurs devrait rester stable en 2018, au-dessus de 192 millions. En 2019, le taux de chômage mondial devrait rester pratiquement inchangé, alors que le nombre de chômeurs devrait augmenter de 1,3 million.

L'emploi vulnérable est à la hausse

Les améliorations attendues de l'emploi étant limitées, le nombre de travailleurs dans des formes d'emploi vulnérable (travailleurs pour leur propre compte et travailleurs familiaux collaborant à l'économie familiale) devrait augmenter dans les années à venir. Globalement, les progrès significatifs réalisés dans le passé en matière de réduction de l'emploi vulnérable stagnent depuis 2012. On estime qu'environ 42 pour cent des travailleurs dans le monde (soit 1,4 milliard) occupent des emplois vulnérables en 2017, et cette proportion devrait rester particulièrement élevée dans les pays en développement et les pays émergents, dépassant 76 pour cent et 46 pour cent, respectivement. Fait inquiétant, les projections actuelles indiquent que la tendance devrait s'inverser et le nombre de personnes occupant des emplois vulnérables augmenter de 17 millions par an en 2018 et 2019.

Le rythme de réduction de la pauvreté au travail ralentit

Dans le même ordre d'idées, le marché du travail mondial n'a enregistré que de faibles progrès en ce qui concerne les travailleurs pauvres. En 2017, l'extrême pauvreté au travail est restée très fréquente, avec plus de 300 millions de travailleurs disposant d'un niveau de vie du ménage inférieur à 1,90 dollar par personne et par jour (PPA) dans les pays émergents et en développement. Dans l'ensemble, les progrès en matière de réduction de la pauvreté au travail sont trop lents pour suivre le rythme de croissance de la population active dans les pays en développement, où le nombre de travailleurs extrêmement pauvres devrait dépasser 114 millions en 2018, soit 40 pour cent de l'ensemble des personnes occupées.

En revanche, les pays émergents ont réalisé des progrès significatifs dans la réduction de l'extrême pauvreté au travail, qui devrait toucher moins de 8 pour cent (environ 190 millions) des travailleurs en 2017. L'incidence de l'extrême pauvreté devrait continuer à diminuer, ce qui se traduira par une réduction du nombre de travailleurs extrêmement pauvres de 10 millions par an en 2018 et 2019. Néanmoins, la pauvreté modérée des travailleurs, qui ont un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,10 dollars par jour en PPA, reste largement répandue, touchant 430 millions de travailleurs dans les pays émergents et en développement en 2017.

On trouve toujours des différences sensibles en matière d'emploi d'une région et d'un pays à l'autre

Le monde continue d'enregistrer diverses tendances en matière d'emploi. Les pays développés devraient entrer dans leur sixième année consécutive de baisse des taux de chômage, qui tomberont à 5,5 pour cent en 2018, soit le taux le plus bas enregistré depuis 2007. Pourtant, de nombreux pays continuent de faire état de taux élevés de sous-utilisation de la main-d'œuvre, avec une forte proportion de travailleurs découragés et une incidence croissante d'emploi à temps partiel contraint.

En revanche, les pays émergents ont enregistré une hausse significative des taux de chômage entre 2014 et 2017, sous l'effet de forts ralentissements économiques, en partie dus à la chute des prix des matières premières dans bon nombre de grandes économies, comme le Brésil et la Fédération de Russie. L'année 2018 marque un tournant, puisque le taux de chômage devrait tomber à 5,5 pour cent (contre 5,6 pour cent en 2017), ce qui se traduirait par une augmentation du nombre de chômeurs dans les pays émergents d'environ 0,4 million en 2018 et 1,2 million en 2019.

Le nombre de chômeurs dans les pays en développement devrait augmenter d'un demi-million par an en 2018 et 2019, le taux de chômage restant aux alentours de 5,3 pour cent. Toutefois, la persistance d'emplois de qualité médiocre et la pauvreté des travailleurs restent les principaux problèmes de nombreux pays en développement et émergents.

Les inégalités persistent dans la situation sur le marché du travail

Les disparités entre un certain nombre de groupes démographiques sous-tendent ces tendances sociales et du marché du travail. Les écarts entre hommes et femmes sont à cet égard particulièrement préoccupants. En moyenne, les femmes sont moins susceptibles de participer au marché du travail, les inégalités mondiales entre les sexes dépassant les 26 points de pourcentage, et ont moins de chances de trouver un emploi lorsqu'elles y participent. Ces écarts sont particulièrement marqués en Afrique du Nord et dans les Etats arabes, où les femmes risquent deux fois plus que les hommes d'être au chômage. Une fois qu'elles occupent un emploi, les femmes sont confrontées à la ségrégation en termes de secteur, de profession et de type de relation de travail, ce qui entrave l'accès à un emploi de qualité. Par exemple, 82 pour cent des femmes occupent des emplois vulnérables dans les pays en développement en 2017, contre 72 pour cent des hommes.

Le manque de possibilités d'emploi pour les jeunes (de moins de 25 ans) constitue un autre défi mondial majeur. Les jeunes sont beaucoup moins susceptibles d'avoir un emploi que les adultes, le taux mondial de chômage des jeunes étant trois fois plus élevé (13 pour cent) que celui des adultes (4,3 pour cent). Le problème est particulièrement alarmant en Afrique du Nord, où près de 30 pour cent des jeunes sur le marché du travail sont sans emploi. Il est important de noter que les inégalités entre les sexes existent déjà parmi les jeunes travailleurs, ce qui rend les progrès futurs dans la réduction des écarts entre hommes et femmes encore plus difficiles.

Les changements structurels dans le secteur des services pourraient exercer des pressions complexes sur la qualité de l'emploi

Les forces internes et externes, telles que le progrès technologique, l'accumulation de capital, la mondialisation, la démographie et les politiques publiques, devraient continuer à stimuler la redistribution de l'emploi entre les secteurs de production. Dans tous les groupes de revenus, un nombre toujours croissant de travailleurs devraient être employés dans le secteur des services, tandis que la part de l'emploi dans l'agriculture ne devrait pas cesser de baisser à long terme. En outre, la part de l'emploi manufacturier devrait diminuer encore dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et les pays développés, et ne croître que marginalement dans les pays à revenu intermédiaire inférieur. Cela confirme la tendance actuelle à la «désindustrialisation précoce», où les pays à faible revenu voient leur part de l'emploi industriel diminuer à des stades de développement plus précoces que les pays développés.

Ce phénomène pourrait rendre les effets positifs de la transformation structurelle sur la réduction de l'emploi informel et vulnérable moins importants que prévu, étant donné que la plupart des travailleurs qui quittent l'agriculture devraient trouver un emploi dans divers services marchands, où l'incidence des mauvaises conditions de travail est plus élevée que dans l'industrie. Dans les pays développés, l'augmentation prévue de l'emploi dans les services pourrait accroître l'incidence de l'emploi à temps partiel et du sous-emploi lié à la durée du travail. La trajectoire attendue de la transformation structurelle semble donc présenter un potentiel limité d'amélioration à grande échelle des conditions de travail. De ce fait, des mesures ciblées pour encourager la formalisation et améliorer la qualité de l'emploi et la productivité dans le secteur des services constituent une condition préalable importante pour garantir les résultats de la transformation structurelle en matière de travail décent.

Le vieillissement de la population rajoutera des pressions sur les difficultés futures du marché du travail

En raison de l'augmentation de l'espérance de vie et de la baisse des taux de natalité, la croissance démographique mondiale s'est considérablement ralentie et cette trajectoire devrait se poursuivre au cours des prochaines décennies. Une conséquence immédiate de ce ralentissement est que la croissance de la population active mondiale ne suffira pas à compenser l'augmentation rapide du nombre de retraités, ce qui exercera une pression sur le système des retraites comme sur le marché du travail dans son ensemble. Dans les pays développés, où le vieillissement de la population est beaucoup plus rapide, on estime que, d'ici à 2030, on comptera près de 5 personnes âgées de 65 ans et plus pour 10 personnes actives, contre 3,5 en 2017.

Dans le même temps, le vieillissement de la population entraînera inévitablement une augmentation de l'âge moyen des actifs, ce qui mettra à rude épreuve la capacité des travailleurs de suivre le rythme de l'innovation et des changements structurels sur le marché du travail. Globalement, l'âge moyen de la population active devrait passer de près de 40 ans en 2017 à 41 ans en 2030, avec une croissance nettement plus rapide en Europe et en Asie de l'Est, notamment en Chine.

Prises dans leur ensemble, ces tendances posent plusieurs difficultés, dont le maintien des retraités hors de la pauvreté, la promotion d'un travail décent pour une population active de plus en plus âgée et l'adaptation des travailleurs âgés aux évolutions du monde du travail. La pauvreté des personnes âgées est sans doute intrinsèquement liée aux inégalités existantes sur le marché du travail, puisque les travailleurs ayant des conditions de travail et des revenus inférieurs ont moins accès à un régime d'épargne-retraite et ont moins les moyens de cotiser. Par conséquent, le fait de garantir des possibilités d'emploi adéquates pour tous, tout en améliorant la situation sur le marché du travail, constitue l'un des éléments essentiels dans l'objectif de réduction de la pauvreté des personnes âgées. À cet égard, favoriser l'employabilité des travailleurs grâce à l'apprentissage tout au long de la vie est fondamental pour élargir leurs possibilités d'emploi, même à un âge avancé. Des actions ciblées sont également nécessaires pour encourager la participation des travailleurs âgés aux programmes de formation et d'amélioration des compétences, afin de contribuer à réduire le risque d'éloignement du marché du travail et de retraite anticipée, ce qui accroîtrait la pression sur les systèmes de retraite.

